



## Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, William ARS, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Véronique NEGRET, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

## **Solidarités - Convention de transmission d'informations relatives au parc social locatif entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes d'habitations à loyer modéré - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'enquête sur l'Occupation du Parc Social (OPS) a été instaurée par la loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité et modifiée par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 (article L.442-5 du Code de la construction et de l'habitation - CCH). Cette loi impose aux organismes bailleurs de transmettre au préfet de département des renseignements statistiques après réalisation d'une enquête auprès de leurs ménages locataires.

Les données à caractère personnel recueillies à l'occasion des enquêtes doivent permettre de créer des outils d'analyse de l'occupation sociale du parc HLM, contribuant à la qualification de l'offre de logement social, à l'élaboration et à la mise en œuvre des orientations en matière d'attributions de logements, à l'élaboration des conventions d'utilité sociale prévues à l'article L. 445-1 du CCH et du Programme Local de l'Habitat (PLH), ainsi qu'à l'identification des ménages en situation de précarité énergétique pour l'application de l'article L. 221-1-1 du Code de l'énergie.

La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 autorise les organismes d'habitations à loyer modéré à transmettre les données recueillies rendues anonymes aux établissements publics de coopération intercommunale, afin de permettre la mise en œuvre des dispositifs prévus par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, et la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, nécessitant la réalisation de diagnostics locaux permettant l'élaboration et le suivi de la convention intercommunale d'attribution.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, avec l'aide des organismes gestionnaires, mettre en place un outil de connaissance de l'occupation du parc locatif social sur la totalité de son territoire. Il s'agit plus largement de disposer d'un outil au service des diagnostics de l'habitat engagés au titre du PLH (R.302-1-1 CCH).

Ainsi, il est proposé d'encadrer par convention les échanges et l'exploitation des données issues de l'enquête OPS entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes d'habitations à loyer modéré.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes d'habitations à loyer modéré relative à la transmission des données et à l'exploitation des données issues de l'enquête OPS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-169581-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_transfert\_OPS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.